

Loi travail : le gouvernement pris au piège d'un calendrier maudit

LE MONDE | 28.05.2016 à 07h24 • Mis à jour le 28.05.2016 à 10h09 | Par [Bastien Bonnefous](#) et [Françoise Fressoz](#)

Tenir, mais combien de temps ? L'épreuve de force avec la [CGT](#) n'est pas une guerre de mouvement qui peut se [régler](#) en quelques jours. C'est un siège qu'il faut [pouvoir](#) tenir. [François Hollande](#) et [Manuel Valls](#) le savent : le calendrier parlementaire joue contre eux. L'examen du [projet](#) de loi sur la réforme du code du [travail](#) en deuxième lecture à l'Assemblée nationale ne doit pas [intervenir](#) avant le début du mois de juillet, soit une éternité dans le [contexte](#) actuel. Auparavant, le texte sera passé par le Sénat à [partir](#) du 13 juin. Mais, parallèlement, doit [débuter](#), le 10 juin, l'Euro de [football](#) 2016, un rendez-vous important pour le pouvoir, dont l'une des obsessions est que cette compétition, qui va se [dérouler](#) sous les yeux du [monde](#) entier, ne soit pas entachée par des blocages.

Au beau milieu, les syndicats hostiles au projet de loi ont programmé une nouvelle journée d'action le 14 juin. D'ici là, la [CGT](#) organise la guerre d'usure, relâchant la tension ici pour mieux l'organiser ailleurs. Les dépôts pétroliers ont pour la plupart été débloqués par les forces de l'ordre. Mais c'est désormais dans les raffineries que les grèves ont été reconduites. Le gouvernement a ainsi imposé un service minimum sur les terminaux pétroliers du Havre, dont dépendent Orly et Roissy. Le piège se referme, et l'opinion ne se retourne pas : une majorité de Français continuent de [soutenir](#) les grévistes.

Pour la seconde fois en deux jours, le chef de l'Etat a dû intervenir, vendredi 27 mai, depuis le [Japon](#), où il participait au G7, pour [afficher](#) sa fermeté : « *Je tiendrai bon parce que je pense que c'est une bonne réforme, et nous devons aller jusqu'à son adoption* », a-t-il dit. François Hollande n'a pas, pour autant, calmé le vent de panique qui se propage dans la majorité et gagne le gouvernement. [Négociateur](#) vite ou [tenir](#), tel est le dilemme.

Traces du débat sur la déchéance de nationalité

Dès mercredi matin, Bruno Le Roux, le patron du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, avait choisi son camp, en proposant la réécriture de l'article 2 du projet de loi, qui consacre la primauté des accords d'entreprise sur les accords de branche, et focalise les tensions. D'autres fidèles du chef de l'Etat, parmi lesquels le député Sébastien Denaja et la sénatrice Frédérique Espagnac, ont eux aussi plaidé pour la réécriture du texte, non pour [gêner](#) le chef de l'Etat, mais, au contraire, pour l'aider. Leur analyse est faite : si l'exécutif ne bouge pas très vite, François Hollande sape ses dernières chances d'être candidat à la présidentielle, et la gauche se prépare à un fiasco électoral. « *On ne tiendra pas comme ça jusqu'en juillet, le calendrier est infernal* », estime un élu pro-Hollande.

Le débat sur la déchéance de nationalité, au début de l'année, a laissé des traces. De décembre à mars, l'ensemble de la gauche s'est en effet déchiré sur cette

mesure, avant que M. Hollande ne soit contraint d'abandonner sa réforme, faute de majorité. « *On ne peut pas refaire le coup, [dire](#) qu'on tient bon pour tout [lâcher](#) à la fin. On en a ras le bol de se [fracasser](#) la gueule tous les deux jours* », résume un ami du chef de l'Etat. Mal remis de ses blessures, divisé sur la philosophie de la [loi travail](#), le groupe socialiste se balkanise. « *L'ambiance est détestable* », confie un de ses membres.

Depuis le début de la semaine, les proches de Martine Aubry s'activent pour [rechercher](#) un compromis avec Force ouvrière. Vendredi, le député Jean-Marc Germain a enjoint au gouvernement de « *[ne pas utiliser](#) le 49.3* » lors de la deuxième lecture du texte à l'Assemblée, quitte à [amoindrir](#) l'autorité du premier ministre. Les frondeurs, eux aussi, haussent le ton. Une cinquantaine de députés socialistes, écologistes et membres du [Front de gauche](#) ont écrit, vendredi 27 mai, à François Hollande pour lui [demander](#) « *d'agir sans [attendre](#) pour une sortie de crise* » en arguant « *de l'opposition majoritaire en France* » au projet de loi El Khomri. Parmi les signataires figurent les anciens ministres Benoît Hamon, Aurélie Filippetti et Cécile Duflot.

A l'intérieur du gouvernement, la tension est palpable. La veille, le ministre de l'économie, Michel Sapin, était sorti de sa réserve pour dire qu'il fallait « *peut-être* » [toucher](#) à l'article 2. Il s'est fait immédiatement recadrer par Manuel Valls. Vendredi, un autre membre du gouvernement affirmait, sous le couvert de l'anonymat : « *Il faut que ça bouge la semaine prochaine. Le scénario du gouvernement et de la CGT qui tiennent bon chacun de leur côté n'est pas possible, car vous détruisez alors l'Euro de foot et l'image de la [France](#).* »

« Une croix sur 2017 »

Hors de la majorité, les appels se multiplient pour une initiative rapide. « *Le problème qui me préoccupe, c'est que cela va [durer](#). On est parti pour tout le mois de juin minimum, et peut-être pour tout le mois de juillet* », s'est inquiété, vendredi, Alain Juppé, en exhortant le gouvernement à « *trouver une solution pour [rétablir](#) le dialogue* ». Celui qui avait déclenché les grandes grèves de 1995 parle d'or. La veille, c'est l'ancienne présidente du Medef, Laurence Parisot, inquiète pour la croissance, qui avait, elle aussi, suggéré à l'exécutif « *de [remettre](#) tout [le monde](#) autour de la table, syndicats et patronat* ».

Ce n'est pas d'actualité. Le premier ministre, qui devait [recevoir](#) samedi à Matignon les pétroliers et les transporteurs routiers, refuse toujours de [céder](#) le moindre pouce de terrain à la CGT. « *Je considère que ma responsabilité, c'est d'aller jusqu'au bout* », répète-t-il dans un entretien avec les lecteurs du *Parisien*, publié samedi 28 mai. Mercredi soir, Manuel Valls a réuni, rue de Varenne, une trentaine d'élus socialistes pour leur [expliquer](#) que ce qui se jouait en ces heures dramatiques était l'avenir de la gauche réformatrice. « *Le pays se réforme avec ces conflits, c'est un moment très important* », a fait [valoir](#), ces derniers jours, le chef du gouvernement. Pour les défenseurs de la fermeté, la fin du quinquennat dépend des prochaines semaines. « *Si on donne le sentiment de [reculer](#) en acceptant le moindre changement, c'est fini pour tout le monde, et Hollande peut [faire](#) une croix sur 2017* », affirme ainsi un proche de M. Valls.

Pour l'instant, le chef de l'Etat privilégie cette ligne. Il en va de son alliance stratégique avec la CFDT, comme de sa capacité à [bâtir](#) pour la présidentielle un projet de transformation du pays, à mi-chemin de l'immobilisme d'une partie de la gauche et de l'ultralibéralisme affiché de la droite. Dès vendredi, l'Elysée prévenait qu'il n'y aurait « *pas d'annonces à attendre sur la loi travail* » au cours de la semaine prochaine. Mais, depuis le Japon, le chef de l'Etat a pris garde de ne [fermer](#) aucune porte, en affirmant que « *le dialogue est toujours possible* ». Dans le cadre parlementaire, et pas ailleurs.